

**Israël/Territoires palestiniens -
Bande de Gaza - Réponse de Mme
Nathalie Loiseau, ministre chargée
des affaires européennes, à une
question d'actualité au
gouvernement au Sénat**
(Paris, 13 novembre 2018)

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Madame la Sénatrice,

Vous avez raison, la situation qui prévaut entre Israël et le Hamas est très préoccupante. La violence a atteint le niveau le plus élevé depuis le conflit de l'été 2014.

Si la France a fermement condamné hier les tirs de roquettes revendiqués par le Hamas, c'est que plus de 400 roquettes - encore 70 ce matin - ont été tirées depuis la bande de Gaza contre des cibles civiles en territoire israélien. Les habitants du sud d'Israël vivent dans la peur ; cette peur doit cesser.

Mais ce qui doit également cesser c'est la violence disproportionnée à l'encontre des Palestiniens. N'oublions pas que depuis le mois de mars la réaction des forces israéliennes aux manifestations de Gaza a fait plus de 170 morts et des milliers de blessés. Ce niveau de violence est injustifiable, quel que soit notre attachement à la sécurité d'Israël.

Au-delà de la violence, ce dont souffre Gaza c'est d'une accumulation de crises. Une crise humanitaire d'abord que subissent deux millions de Gazaouis et qui ne cesse de s'aggraver. Pour y mettre fin, en effet, il faut lever le blocus et qu'Israël obtienne des garanties de sécurité crédibles. Cette crise est aggravée aujourd'hui par le retrait américain de l'UNRWA, l'agence des Nations unies qui vient en aide à une grande partie de la population de Gaza. La France a d'ailleurs annoncé une aide d'urgence de deux millions d'euros et doublera l'année prochaine son soutien à vingt millions d'euros.

Mais c'est aussi une crise politique dont souffre Gaza, née de la désespérance que suscite le blocage du processus de paix. C'est particulièrement vrai à Gaza, peuplé de 70% de réfugiés et de leurs descendants.

La situation est connue, elle passe par des négociations sérieuses pour mettre en oeuvre la solution à deux Etats vivant dans la paix et la sécurité au sein de frontières reconnues avec Jérusalem pour capitale. C'est l'objectif que nous poursuivons en amis d'Israël et des Palestiniens./.